



David Djaïz,
enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris

© Françoise Stjepovic

Quel modèle de société demain ?

Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris et auteur de « *Le nouveau modèle français* », David Djaïz insiste sur la nécessité d'envisager collectivement l'avenir et de relever ensemble les nombreux défis qui se présentent dans les prochaines décennies...

Union Sociale: Selon bon nombre d'observateurs, la France est en déclin. Partagez-vous cette analyse ?

David Djaïz: Je ne sais pas si la France est en déclin mais une chose est certaine, il y a bel et bien un fort sentiment de déclin dans notre pays et mon propos n'est absolument pas de sombrer dans l'angélisme, en feignant de ne pas voir les problèmes ou de les minimiser. La question est plutôt de savoir ce que nous faisons de ce sentiment partagé par bien des Français. Soit nous l'exploitons en entretenant le fantasme d'un passé idéalisé et en

favorisant l'émergence d'une société raciste et « excluante » pour toute une partie de la population, soit nous misons sur l'avenir, en saisissant toutes les opportunités qui se présentent à nous pour aller ensemble de l'avant. Il faut se souvenir que ce sentiment de déclin n'est pas nouveau et qu'après la traumatisante défaite de 1940, la France jugeait ses élites, son état-major, mais aussi son appareil de production, dépassé, voire obsolète. Ce constat n'a pas empêché nos dirigeants, au sortir de la Seconde Guerre mondiale et alors que la France était à genoux, de faire preuve d'audace, de générer du consensus et de fabriquer les piliers

de notre société actuelle. Parfois, il est bon de regarder le passé pour mieux se projeter dans l'avenir.

Union Sociale: Justement, vous invitez dans votre dernier ouvrage les acteurs publics à proposer des politiques de long terme. Comment redonner aux politiques, la capacité de se projeter loin ?

David Djaïz: La IV^e République avait été marquée par une très grande instabilité gouvernementale, mais aussi par une grande capacité à se projeter dans l'avenir, avec des Plans qui permettaient de programmer et décliner

une politique sur plusieurs années. Il y avait, à cette époque, des instances qui envisageaient l'avenir à moyen terme, comme le Commissariat au Plan ou encore la Datar, mais celles-ci ont été progressivement supprimées ou dépossédées de leurs principales missions. Je crois que pour redonner aux acteurs publics la possibilité de se projeter sur le long terme, il faut rétablir ces espaces de dialogue et de consensus qui dépassent les clivages et qui rassemblent des acteurs très divers comme les entreprises, les associations au plus proche du terrain et les acteurs publics. Ces espaces de discussion nous permettront de relever les grands défis de notre temps et d'aborder les transitions nécessaires en dépassant le jeu strictement politicien.

Union Sociale: Justement, quels sont les grands défis que notre pays devra relever ?

David Djaïz: Je crois que le premier défi à aborder collectivement est écologique. Je ne parle pas simplement du réchauffement climatique, mais également de la biodiversité et plus largement d'un certain rapport au monde. Nous le voyons, cette question ne peut être abordée dans une perspective uniquement nationale et doit être envisagée à l'échelle de la planète car elle nous concerne tous. Il est donc fondamental de repenser les relations entre les pays les plus riches et les pays du sud, mais également de réfléchir à une gestion collective des biens communs dont nous dépendons tous. Je

pense par exemple à l'eau, mais également à la gestion des vaccins. Si ces derniers ne sont pas massivement partagés et que les inégalités d'accès actuelles persistent, nous ne pourrons jamais sortir de cette crise sanitaire. Ce changement de logique implique une gouvernance mondiale renouvelée. Les instances comme l'ONU, l'OMS ou encore le FMI, ont montré leurs limites et il convient de repenser de nouveaux outils institutionnels dont la crédibilité sera partagée par l'ensemble des États et des citoyens.

Union Sociale: Parmi les questions à anticiper, la transition démographique et le vieillissement programmé de la population française arrivent en bonne place. Comment expliquez-vous que ce thème soit autant sous-estimé par les gouvernements successifs? Quelle est l'ampleur du chantier mais aussi ses opportunités ?

David Djaïz: Le vieillissement à venir de la population est une évolution inéluctable et nous savons à quoi nous attendre, mais les dirigeants n'ont sans doute pas pris conscience qu'il s'agit d'une priorité. Ce phénomène est avant tout perçu comme une charge, jamais comme une opportunité de transformer nos modes d'accompagnement, de faire évoluer les relations entre les générations, de changer notre rapport à la ville et notre façon d'aborder l'espace et l'architecture, avec des évolutions pensées pour les personnes âgées, mais qui peuvent ensuite bénéficier à

Qui est-il ?

Ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et de l'École nationale d'administration, **David Djaïz** est aussi titulaire d'un master 2 de philosophie politique de la Sorbonne où il a conduit des recherches sur la genèse de la théorie politique moderne. Inspecteur des finances de 2017 à 2020, il a été en 2020 et 2021 directeur de la stratégie et de la formation de l'Agence nationale de la cohésion des territoires. David Djaïz est également essayiste. Il est l'auteur de *La guerre civile n'aura pas lieu* (Cerf, 2017), et, en 2019, de *Slow Démocratie. Comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main ?* (Allary Éditions).



© Françoise Stijepović

« Je crois que le premier défi à aborder collectivement est écologique. Je ne parle pas simplement du réchauffement climatique, mais également de la biodiversité et plus largement d'un certain rapport au monde. »

tous. Ne perdons également jamais de vue que cette évolution représente une opportunité de créer des milliers d'emplois dans le secteur et de participer à la vitalité de notre économie.

Union Sociale: La crise a révélé l'importance de certains métiers dits « essentiels » et pourtant très peu valorisés. Comment redonner la place qu'ils méritent à tous ces métiers du lien ?

David Djaïz: La crise nous a en effet fait prendre conscience de l'importance de tous ces métiers du lien, souvent très peu visibles et qui nous ont permis de faire fonctionner notre pays durant cette période difficile. Ils représentent les métiers du cœur, fondés sur la relation humaine. Or, tout à fait paradoxalement, ces métiers essentiels pour notre cohésion sociale n'ont pas été revalorisés depuis 30 ans. Un effort massif doit être réalisé pour que les rémunérations évoluent notablement et soient à nouveau attractives. De la même manière, il convient de réaliser de gros efforts pour changer l'image des toutes ces professions, afin que les jeunes puissent se projeter dans ces métiers fortement porteurs de sens, sans avoir le sentiment que le secteur est une simple voie de garage. Tous ces efforts mettront sans doute du temps à produire leurs effets. Il faut les débiter au plus vite... ▷



© Françoise Stjepovic

« Je plaide pour un tournant collaboratif de notre démocratie. Il n'est plus admissible que les citoyens n'aient pas la possibilité de s'exprimer entre deux élections. »

▷ **Union Sociale: Notre système de protection sociale a été élaboré dans une société de plein-emploi. Est-il encore adapté, alors que le chômage de masse est installé dans notre pays? Faut-il également nous orienter vers des politiques sociales plus préventives?**

David Djaïz: Notre modèle social est en crise, au moins pour ce qui concerne son financement. Le système de mutualisation des risques montre ses limites en raison des évolutions des modes de vie des Français et de plus en plus de ses composantes sont désormais financées par l'impôt. Celui-ci doit donc évoluer et prendre en compte les sécurités collectives de demain. Je pense notamment à l'évolution de l'habitat pour faire face à la perte d'autonomie d'une grande partie de la population, mais également à la préservation de biens communs telle que la gestion de l'eau. Il ne serait pas inutile, de réfléchir, dans ce cadre, à d'autres modes de financement. D'autre part, il est évident qu'il convient de se situer dans une perspective préventive, en anticipant les risques de demain pour que le prix à payer soit moins fort à l'avenir. Mais toutes ces réformes sont très difficiles à mener car notre sys-

tème de protection sociale doit continuer à fonctionner en dépit de ses réformes. En 1945, ces grands chantiers étaient beaucoup plus faciles à mener car le pays était dévasté et nous partions d'une page blanche. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Union Sociale: Nous traversons une véritable crise de notre démocratie représentative. Faut-il désormais nous diriger vers une démocratie plus participative, plus coopérative?

David Djaïz: Je plaide pour un tournant collaboratif de notre démocratie. Il n'est plus admissible que les citoyens n'aient pas la possibilité de s'exprimer entre deux élections. La crise des gilets jaunes notamment, a montré la soif de participation de toute une partie de la population. Il ne s'agit pas de remettre en cause la démocratie représentative qui est tout à fait essentielle, mais de créer en parallèle des espaces viables dans lesquels la société doit pouvoir s'exprimer sur des sujets divers. Il s'agit d'un vaste chantier dont dépendent la vitalité et sans doute l'avenir de notre démocratie.

Union Sociale: Vous défendez dans votre ouvrage, l'émergence d'une économie du bien-être. Quel est son visage?

David Djaïz: L'économie du bien-être est une économie qui ne renonce pas à créer de la valeur. En effet, la production de richesse économique ne signifie pas de faire l'impasse sur la valeur sociale et écologique des biens. Dans ce cadre, les domaines visés sont extrêmement nombreux allant du numérique, à l'agriculture, la santé, en passant par l'éducation ; et la bonne nouvelle est que notre pays est extrêmement bien placé pour opérer ce tournant. Respecter et protéger l'environnement, par exemple, ne suppose pas de se situer dans une perspective de décroissance. Il faut au contraire que l'État se positionne pour profiter pleinement de toutes les opportunités offertes par cette transition. Il s'agit bien d'un sujet majeur, qui j'espère, sera discuté à l'occasion de la prochaine élection présidentielle.

Propos recueillis
par Antoine Janbon

Plaidoyer pour un avenir commun

Pour bien des observateurs, la France poursuit depuis trente ans un lent déclin. Le modèle élaboré et pensé au sortir de la Libération et qui a fait ses preuves durant trois décennies semble à bout de souffle : l'économie et la croissance peinent à décoller, l'innovation est en panne, la société semble fracturée et la démocratie moribonde. Dans ce contexte, la France est à la recherche d'un nouveau souffle et se tourne vers des exemples étrangers pour trouver des réponses, sans véritablement de succès. Pourtant, des atouts existent et c'est en puisant dans notre identité républicaine, en misant sur des politiques de long terme, sur une réindustrialisation verte et sur une économie du bien-être, que nous retrouverons les ressorts d'une nouvelle cohésion nationale. Telle est la thèse de David Djaïz dans son dernier ouvrage. Un livre enthousiasmant, alors que s'approche une élection majeure pour l'avenir de notre pays.

Pour plus d'informations : *Le nouveau modèle français*, septembre 2021, Allary Éditions, 233 pages.